

## Études internationales



Lellouche, Pierre (sous la direction de) *Pacifisme et dissuasion*.  
Paris, Institut Français des Relations Internationales, Coll.  
« Travaux et recherches de l'IFRI », 1983, 332 p.

Yves Jeanclos

Volume 16, numéro 3, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701905ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701905ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jeanclos, Y. (1985). Compte rendu de [Lellouche, Pierre (sous la direction de) *Pacifisme et dissuasion*. Paris, Institut Français des Relations Internationales, Coll. « Travaux et recherches de l'IFRI », 1983, 332 p.] *Études internationales*, 16(3), 684–687. <https://doi.org/10.7202/701905ar>

raison, malgré ses lacunes et ses carences, d'être lu avec attention.

Stanislav KIRSCHBAUM

Département de science politique  
York University, Collège Glendon, Toronto

LELLOUCHE, Pierre (sous la direction de) *Pacifisme et dissuasion*. Paris, Institut Français des Relations Internationales, Coll. « Travaux et recherches de l'IFRI », 1983, 332 p.

Pacifisme et dissuasion: une idée, un comportement face au problème de la sécurité et de la défense de l'Europe dans les années 1980.

Ouvrage collectif, publié par l'IFRI, ce livre est destiné à éclairer le lecteur sur la réalité du phénomène pacifiste et la consistance des politiques sécuritaires des États d'Europe de l'Ouest principalement et, complémentaire, des États-Unis et des pays de l'Est. Ancrée dans le présent, mais soutenue par des références historiques, cette recherche donne une bonne image des événements, des acteurs et des idées dites pacifistes depuis la double décision de l'OTAN de Décembre 1979, de négocier et de déployer de nouveaux missiles nucléaires en Europe, pour contrebalancer la mise en place des missiles nucléaires SS 20 par les Soviétiques. Rédigé par seize auteurs, parmi lesquels les Français sont majoritaires, ce travail présente un bilan du pacifisme et s'efforce de mesurer son impact sur les politiques de dissuasion des pays dont la sécurité est garantie par l'arme nucléaire. Il manifeste la volonté française de compréhension du phénomène pacifiste en général, pour mieux appréhender le danger ou la sécurité qu'il représente pour la stratégie française de dissuasion. Il reflète en partie les nombreux débats publics et conférences auxquels les chercheurs et universitaires des différents pays d'Europe et de France en particulier participent depuis 1980. Il révèle enfin la difficulté d'apprécier le poids des idées et des comportements pacifistes sur l'avenir des politiques de défense et de sécurité dans le monde.

Organisé autour de deux directions essentielles: un panorama de la géographie euro-

péenne du pacifisme et une analyse de la sociologie du pacifisme, l'ouvrage abandonne le plan bipartite pour présenter en troisième lieu la situation de la France puis, en quatrième lieu, celle des États-Unis et de l'Union soviétique. Peut-être aurait-il été plus cohérent, s'il avait intégré ces recherches dans le plan précité. Malgré cela, le livre est riche en exemples, nourri de chiffres et de sondages, qui auraient peut-être gagné à être regroupés *in fine* pour une meilleure compréhension. Il ne présente malheureusement aucune carte géographique montrant les lieux et les mouvements de fixation du phénomène pacifiste, ni graphique de la population concernée par rapport à la démographie européenne, ni tableau des groupes sociologiques et politiques de l'Europe. Certes, son ambition est plus de développer chaque cas national, que d'établir une difficile synthèse cependant fort utile aux futurs analystes de l'histoire du pacifisme.

Pour mesurer l'apport de *Pacifisme et Dissuasion*, il convient de noter l'intérêt des différents articles effectuant d'une part une coupe horizontale, géographique des États concernés par les mouvements de contestation nucléaire et, d'autre part, une coupe transversale sur les idées et les impacts du pacifisme sur les politiques de dissuasion nucléaire.

#### 1. Les mouvements pacifistes dans les pays autres que la France

Karl KAISER, pp. 59-72, expose le problème du pacifisme en RFA: un défi au consensus de la politique ouest-allemande de sécurité, créé par la décision d'implantation de missiles nucléaires de l'OTAN: Pershing II et missiles de croisière. Il souligne l'effet de surprise que les mouvements pacifistes jouent, à partir de 1981, sur l'opinion publique et politique.

Si les mouvements de paix allemands sont caractérisés par une très grande diversité, ils sont cependant dominés par les Églises réformées et le mouvement écologique dit « vert ». S'ils ne regroupent que 5 à 10 % des contestataires de la politique militaire et nucléaire, ils n'en sont pas moins des éléments de réflexion et d'actions avec lesquels les partis politiques de la RFA, voire l'OTAN,

doivent compter, pour déterminer leur stratégie de défense en Europe.

Lawrence FREEDMAN étudie, pp. 73-88, en *Grande-Bretagne: la nouvelle contestation anti-bombe*, due à l'annonce de l'installation de 160 missiles de croisière dans le pays, dans le cadre d'application de la décision de Bruxelles de 1979. Il analyse ce renouveau de l'opposition nucléaire, qui s'engage déjà sur les projets britanniques de renouvellement du potentiel nucléaire national, par l'achat de missiles américains Trident. Il relève enfin l'assise politique de certains mouvements pacifistes susceptibles, à terme, de remettre en cause la politique de dissuasion nucléaire de la Grande-Bretagne, voire de l'OTAN en Europe occidentale.

Alfred Van STADEN présente, pp. 89-106, la situation aux *Pays-Bas et Belgique: la tentation neutraliste*, qui fait de ces pays des maillons faibles de la défense de l'OTAN en Europe. Il s'inquiète surtout de la dérive possible de ces deux pays vers le neutralisme, s'ils parvenaient à rejeter toute arme nucléaire OTAN de leur territoire et à refuser toute collaboration aux missions nucléaires de l'OTAN. Il estime qu'un tel comportement affaiblirait l'Alliance atlantique et mettrait en péril la sécurité européenne.

Ingemar DÖRFER analyse, pp. 107-139, *la Scandinavie ou la défense de la virginité nucléaire* par des États non dotés d'armes nucléaires, « membres marginaux » de l'OTAN, qui, depuis 1957, refusent toute arme nucléaire sur leur territoire, sauf en période de guerre. L'auteur note les orientations fondamentales du pacifisme scandinave: la recherche de la neutralité nordique, la suspension des exportations d'armes, la volonté de désarmement général et le désir d'une dénucléarisation de la Scandinavie suivie par celle de l'Europe.

Sergio ROSSI et Virgilio ILARI, étudient, pp. 141-151, *le pacifisme à l'italienne*, face à la décision de l'Italie de déployer en Sicile un certain nombre de missiles de croisière de l'OTAN. Les auteurs affirment qu'il s'agit là d'un pacifisme d'autant plus « importé » et « très politisé », que la préoccupation sécuri-

taire majeure des Italiens consiste dans les risques de conflits conventionnels en Méditerranée. Aussi n'imaginent-ils aucun développement conséquent du pacifisme dans leur pays, susceptible de mettre en doute la politique de sécurité de l'Italie dans le cadre de la stratégie de dissuasion nucléaire de l'OTAN.

Stanley HOFFMANN analyse, pp. 287-307, le pacifisme aux *États-Unis: du Reaganisme au « Freeze »*. Il rappelle l'origine de l'idée de gel des armements nucléaires, dès 1979, puis son développement et son approbation par référendum en Novembre 1982, par 9 États de l'Union. Il note ensuite la contestation de la dissuasion nucléaire par les propositions de non-emploi en premier, *no first use*, qui relèguent l'armement nucléaire au rang d'accessoire inutile si l'adversaire ne recourt pas à l'utilisation de l'atome militaire. Aussi est-ce sur ces deux thèmes, observe-t-il, que s'affrontent les pacifistes et non-nucléaristes face aux tenants de la stratégie de dissuasion. Il dégage tout particulièrement la prise de conscience récente de l'opinion publique américaine qui découvre, avec les armes nucléaires de faible puissance et de bonne précision, que la guerre nucléaire serait possible, déjouant ainsi la tranquille doctrine officielle de dissuasion. Il observe enfin l'efficacité de cette contestation, puisqu'elle converge avec le nouveau concept d'engagement conventionnel en Europe, l'Air-Land Battle, qui relève très substantiellement le seuil du nucléaire et repousse ainsi le recours au nucléaire afin d'éviter tout emploi précoce – *no early first use*.

Depuis ces écrits, les propositions présidentielles d'initiative de défense stratégique, S.D.I., rencontrent les souhaits des anti-nucléaristes. Elles pourraient, un jour peut-être, conduire à l'élimination des armes nucléaires de la panoplie militaire des États-Unis, entraînant une nouvelle définition de la politique de défense et de sécurité de l'État-phare de l'OTAN.

Michel TATU étudie, pp. 309-326, en *URSS: la diplomatie soviétique face à la contestation antimilitaire en Occident*. Il considère que l'objectif soviétique traditionnel est, à travers son soutien aux pacifistes euro-

péens, la recherche d'une réduction des programmes militaires des pays de l'OTAN, sans raison dans un climat de détente internationale. Analysant ensuite la réalité des mouvements de paix en URSS et dans les pays membres du Pacte de Varsovie, il constate que seules des manifestations organisées par le pouvoir politique sont autorisées, les initiatives privées étant très nettement déconseillées voire réprimées. L'auteur note enfin que l'URSS infléchit son discours stratégique pour donner raison aux peurs nucléaires de l'opinion occidentale, tout particulièrement en proclamant, en juin 1982, qu'elle n'utilisera jamais l'arme nucléaire en premier. Il observe cependant la poursuite des déploiements de missiles nucléaires soviétiques, destinés à renforcer la sécurité du Pacte de Varsovie, et donc de l'Europe, mais qui semblent contraires aux formules de paix.

## 2. *Les mouvements de paix et la contestation nucléaire en France*

Dans les développements consacrés à la *France contre-modèle*, Jean-Baptiste DUROSSELLE, pp. 241-252, étudie les précédents historiques : *pacifisme des années 30 et neutralisme des années 50*. Puis Dominique MOISI, pp. 253-265, analyse les limites du consensus. Enfin Nicole GNESOTTO, pp. 267-284, s'interroge sur la France, fille aînée de l'Alliance ? Ainsi la France apparaît douée d'une profonde originalité dans l'Europe de la contestation nucléaire, due au consensus politique sur sa stratégie de dissuasion nucléaire, quelles qu'en soient les modifications ou les inflexions. De plus, la France manifeste un vif soutien à l'implantation des nouveaux missiles nucléaires de l'OTAN en Europe, car tout ce qui renforce la sécurité de l'OTAN renforce nécessairement celle de la France. Elle n'en est pas moins traversée, depuis 1980, par des mouvements de paix qui mettent en cause sa politique de dissuasion nucléaire, voire sa politique de défense. Elle n'est cependant pas exempte de suspicion sur la crédibilité de la mise en oeuvre de l'arme nucléaire. Aussi la France, actuellement protégée par une acceptation du nucléaire militaire, ne doit-elle pas ignorer qu'il s'agit là d'une situation privilégiée en Europe, qui n'est pas à l'abri de

remise en cause, pour des raisons intellectuelles ou économiques et financières. C'est pourquoi les auteurs recommandent une grande vigilance aux décideurs politiques, pour assurer dans de bonnes conditions, la défense et la sécurité de la France.

La seconde partie de l'ouvrage *Dissuasion et Pacifisme* effectue une coupe transversale dans les mouvements et les comportements de paix, en observant le rôle des idées, des partis politiques et des Églises.

Pierre HASSNER traite, pp. 155-176, de *Pacifisme et Terreur* et s'interroge sur la réalité européenne du pacifisme, du neutralisme, voire du nationalisme, sans oublier d'en vérifier les interconnexions. L'auteur pense que le centre du débat celui « du statut éthique et historique du pacifisme par rapport au « double danger de la guerre et de l'oppression ». Rejetant une neutralisation au profit de l'URSS, il plaide pour un temps pour un bon couplage stratégique euro-péo-américain mais préférerait l'établissement d'une défense européenne « autonome ».

Jean-François BUREAU évoque, pp. 177-197, la contestation des armes nucléaires et les partis politiques en Europe de l'Ouest, commencée dès 1977 avec les projets de déploiement de l'arme à neutrons, développée, depuis 1980, avec la double décision de l'OTAN. Il souligne l'origine hors-parti politique de ces mouvements, manifestant ainsi un décalage entre l'État et la société civile. Il note les tentatives de récupération des pacifistes par les partis politiques ou d'entrisme de ces mouvements dans les partis politiques, selon les pays. L'auteur attire enfin l'attention des décideurs politiques sur la nécessaire prise en compte de ces critiques anti-nucléaires, pour maintenir avec sérieux et efficacité la sécurité et l'équilibre politique de l'Europe.

Jean KLEIN envisage, pp. 199-222, *Les chrétiens, les armes nucléaires et la paix* dans une analyse d'une grande densité et d'une grande clarté. Après avoir rappelé la position traditionnelle des Églises en faveur de la paix, il distingue les orientations différentes des Églises catholique et réformées. Il relève, en particulier, l'acceptation par le Vatican et une

grande partie de l'Église catholique de la dissuasion nucléaire, comme le moins mauvais concept pour maintenir la paix. Il note le refus ecclésiastique du caractère inéluctable et immuable d'un équilibre militaire nucléaire et souligne les actions en faveur d'un désarmement mutuel et contrôlé. Rejetant tout angélisme, l'auteur conclut en attirant l'attention de tous sur la nécessité de la sécurité dans la paix.

Gregory FLYNN étudie, pp. 223-237, les *opinions publiques et mouvements pacifistes* et constate un certain désintérêt de l'opinion publique européenne pour les questions de sécurité extérieure et une faveur pour les problèmes économiques. Face à la crainte que leur inspire l'Union soviétique très armée, les Européens, affirme-t-il, ne mettent pas en cause l'Alliance atlantique et la sécurité qu'elle leur assure. L'auteur affirme que le refus des nouveaux missiles de l'OTAN est le reflet à la fois d'une « inquiétude » à l'égard de la politique américaine et d'une mise en cause des armes nucléaires. Il conclut cependant à une acceptation assez large du concept de dissuasion nucléaire en Europe.

Dans un louable effort de regroupement et de recoupement des différents thèmes, Pierre LELLOUCHE présente, pp. 15-55, la *contestation pacifiste et l'avenir de la sécurité en Europe*. Il estime que les mouvements de paix en Europe et aux États-Unis sont susceptibles d'entraîner politiques et stratégies à vérifier la crédibilité d'une dissuasion fondée essentiellement sur l'arme nucléaire – ce qui pourrait être très souhaitable pour renforcer la sécurité de l'Europe.

Au total l'ouvrage *Pacifisme et Dissuasion* a le mérite de plonger le lecteur dans les méandres des différentes origines de la contestation anti-nucléaire et de la vague pacifiste des années 1980. Il informe le lecteur sur les flux des mouvements de paix dans bon nombre de pays de l'OTAN, à l'exception de plusieurs pays, dont le Canada, ce qui est regrettable. Il met en exergue la solidité de l'îlot français au milieu des tempêtes anti-déploiement des armes de l'OTAN.

Cette recherche souligne avec netteté que la critique pacifiste rejoint le doute politique de certains décideurs sur la crédibilité de l'arme nucléaire, sur la certitude de son emploi et sur sa capacité à garantir la paix et la sécurité en Europe. Elle doit avoir pour résultat de nouvelles réflexions et propositions concernant le meilleur moyen pour assurer la défense de l'Europe.

Yves JEANCLOS

Université de Strasbourg III, France

## AFRIQUE

GRIMAUD, Nicole. *La politique extérieure de l'Algérie*. Paris, Éditions Karthala, 1984, 376 p.

La plupart des historiens des relations internationales hésitent à étudier des faits trop récents. Tout en reconnaissant l'utilité des travaux de défrichage réalisés par les meilleurs journalistes, et des essais de synthèse des maîtres de la science politique, ils préfèrent leur laisser courir le risque d'être démentis par des documents ou des témoignages encore inédits. Mais la lecture du livre de Nicole Grimaud sur la politique extérieure de l'Algérie de 1962 à 1978 leur apprendra que les « politologues » partagent leurs scrupules quant à la possibilité d'une « histoire immédiate ».

Curieusement, la préface, due aux professeurs Jean Leca et Ahmed Mahiou, sonne comme une autocritique de la science politique, voire comme une critique du livre qu'elle présente. Elle commence par démontrer que « rien ne ressemble plus à un iceberg que l'action internationale d'un État », et souligne « le risque de ne percevoir que la partie apparente » et d'« omettre la partie la plus profonde et cachée qui est parfois déterminante ». Risque d'autant plus grand « s'agissant d'un jeune État très jaloux de sa souveraineté et très proche de la période de la guerre de libération nationale pendant laquelle les actions discrètes ou clandestines l'emportaient sur la politique diplomatique officielle ».